

La Cause du Peuple : marxisme ou anarchisme ?

A. Gilles

En décembre 1973, La Cause du Peuple a publié plusieurs textes, réunis dans les Cahiers prolétariens, qui proposent au mouvement révolutionnaire un ensemble de théories « soumises à la discussion ». Ces théories, qui arborent le drapeau du « marxisme vivant », constituent, en fait, une rupture complète et irréversible avec la théorie et l'expérience révolutionnaires du prolétariat. A ce titre, elles sont actuellement largement contestées parmi les militants de La Cause du Peuple. Ce sont ces théories, les courants idéologiques et politiques auxquels elles se rattachent, l'orientation qu'elles préconisent, que nous voulons discuter. Inutile de préciser que nous ne prétendons nullement réaliser ici un bilan du travail politique des militants « maos », travail extrêmement divers et différencié selon les unités, les régions, les lieux d'intervention et les organisations de lutte (MTA, comités de lutte, MLAC, ...).

I

LA CRITIQUE PETITE BOURGEOISE DU CAPITALISME

1) Rapports de production : rapports dans l'usine ou rapports de classe ?

Ce qui détermine avant tout l'existence et les formes de toute société, c'est la manière dont les hommes produisent et les rapports sociaux qu'ils entretiennent dans la production, indépendamment de leur volonté.

Le secret du mode de production capitaliste, c'est la contradiction Capital-Travail. C'est à partir de ce rapport fondamental que peut être démontré le mécanisme de la société capitaliste, de sa naissance, de son développement et de sa mort.

Le point de départ de *La Cause du Peuple*, est tout autre : la dénonciation du « despotisme de fabrique ».

Jusqu'au communisme, les rapports sociaux de production ont pris et prendront toujours la forme de rapports entre *classes*. Les classes sont de vastes groupes d'hommes qui se distinguent par la place qu'ils occupent dans un système historique donné de production, par leur rapport aux moyens de production, par leur rôle dans l'organisation sociale du travail, et donc par les moyens d'obtention et la part des richesses dont ils disposent.

Dans le mode de production capitaliste, la contradiction capital-travail détermine l'existence de deux classes fondamentales et antagonistes : la classe ouvrière et la classe capitaliste¹.

1) Pour Marx, « les principaux agents de ce mode de production, le capitaliste et l'ouvrier salarié en soi, sont simplement l'incarnation, la personnification du capital et du travail salarié, ce sont des caractères sociaux définis que le procès (processus) social de production imprime aux individus ; ils sont le produit de ces rapports sociaux de production bien définis ». (*Le Capital*, t. 8, p. 254.)

La Cause du Peuple a innové : elle n'envisage pas les rapports de production capitaliste, mais seulement les rapports qui existent dans l'usine. Elle ne considère pas les relations entre les classes dans la production, mais les relations des individus dans la fabrique.

Rien de plus commun que cette confusion élémentaire - et intéressée - entre rapports de production et rapport sur *le lieu* de production, cette réduction de l'un à l'autre : la liste est longue des idéologues des *Temps modernes*...

Le critère de distinction mis en avant par *La Cause du Peuple* n'est pas la place dans la production sociale, le rapport aux moyens de production, mais le simple rapport au despotisme de fabrique.

Premier résultat : on reste à un niveau descriptif, et on efface la réalité des classes sociales. Ainsi, la CDP montre les *différences* entre d'une part l'OS, à la chaîne, écrasé par son opération de travail et d'autre part, l'ouvrier professionnel qui conserve une certaine emprise sur son travail, donc un rapport d'intelligence à ce travail. Elle ne dit pas un mot sur *l'unité* de la condition ouvrière². Ce n'est pas un hasard. Selon son critère, il n'y a plus rien de commun entre le manœuvre, l'ouvrier spécialisé, l'ouvrier professionnel, l'ouvrier à domicile : l'ouvrier n'existe plus comme classe sociale. Il ne reste plus que des *catégories socio-professionnelles*. *La Cause du Peuple* ne s'est pas simplement dissoute elle-même, elle a réussi à dissoudre la classe ouvrière.

La Cause du Peuple, d'ailleurs, s'intéresse moins à la classe ouvrière qu'aux OS. Elle ressort pour les besoins de sa cause l'équation simpliste : plus exploités = plus révoltés. Les ouvriers qualifiés éveillent sa suspicion : de la graine de syndicaliste...

Depuis 68, les OS ont été à l'avant-garde de nombreuses luttes ouvrières. Il y a eu aussi Lip, combat d'ouvriers qualifiés, dirigé en sus par un chef d'atelier : Charles Piaget.

Selon les phases du capitalisme, de la lutte des classes, et les circonstances : historiques, telle ou telle couche de la classe ouvrière est à la pointe du combat, échappe à l'emprise du réformisme. Cela oriente évidemment la tactique d'implantation des marxistes-léninistes dans la classe ouvrière. Mais, généraliser la réalité d'une période déterminée, faire son choix, décréter une fois pour toutes qu'une fraction de la classe ouvrière est la plus révolutionnaire, est de l'idéalisme pur.

Les *Cahiers prolétariens* : « L'OS, le prolétaire le plus exploité, le plus opprimé, n'a qu'une source d'intelligence, la révolte. Mais elle est plus profonde, plus productrice de valeurs collectives nouvelles que tout autre » (p. 6).

Les travailleurs qui ont fait la Commune étaient des travailleurs qualifiés. *La Cause du Peuple* a-t-elle trouvé « plus profond », plus productifs de « valeurs nouvelles »?

2) Le fondement du pouvoir de la bourgeoisie

Une théorie des *Cahiers prolétariens* exprime clairement le fonds commun aux dirigeants de *La Cause du Peuple*, aux Gorz et autres Francis Georges, des *Temps modernes* : « la base fondamentale du pouvoir de la bourgeoisie réside dans son pouvoir despotique à l'usine » (p. 6).

Cette idée constitue une déformation inouïe de la réalité du capitalisme et de la condition ouvrière en particulier.

Ces Messieurs ne se posent pas la question : pourquoi l'ouvrier vient-il dans ce bain qu'est l'usine pour subir le joug capitaliste ? Si dans l'usine règne le pouvoir despotique de la bourgeoisie, pourquoi les ouvriers ne s'évadent-ils pas de leur prison, ne refusent-ils pas « l'enfermement », et ne vont-ils pas à la pêche ? Car enfin, d'une manière générale, aucune « autorité », aucune violence ne pousse l'ouvrier à entrer dans l'usine, ne le contraint au travail. Ces Messieurs veulent nous faire croire que c'est la maîtrise qui force l'ouvrier à travailler. Ils pérorent sur la dignité ouvrière, et prennent en fait les ouvriers pour des imbéciles.

2) *Cahiers prolétariens*, p. 5-6.

Leur indignation à l'égard du despotisme conduit à une seule explication : le *servilisme* des masses, qui, précise Glucksman « dure depuis 2 000 ans »³.

Sur cette base, l'idéologie démocratique peut déboucher sur l'appel permanent à la révolte ou sur le mépris des masses. *La Cause du Peuple* a pour pendant *Charlie-Hebdo*.

Contrairement aux illusions petites-bourgeoises, le despotisme d'usine n'est pas plus le fondement du pouvoir capitaliste que la publicité l'origine des besoins.

Penser sur le modèle de la prison, de l'asile psychiatrique, etc..., les rapports de production capitalistes est la dernière mode intellectuelle. Mais cela revient à réduire les rapports de production capitalistes à des purs *rapports de subordination entre individus*, à des rapports de maître à esclave. C'est ne rien comprendre à la condition ouvrière.

L'idéologie bourgeoise classique trouve sa vérité du capitalisme sur *le marché du travail* : *Liberté* ! Chacun est libre de vendre ou d'acheter. *Égalité* ! Capitaliste et ouvrier n'entrent en rapport qu'à titre de possesseurs de marchandises, ils échangent équivalent contre équivalent, capacité de travail contre argent. *Propriété* ! Chacun dispose de ce qui lui appartient.

L'idéologie petite-bourgeoise (dont participe *La Cause du Peuple*) trouve sa vérité dans ce qui est perçu *dans l'usine* : travail parcellaire, dépossession du savoir et de la direction de la production, discipline de caserne.

La première parle de liberté, égalité, propriété ; la seconde s'indigne de la servitude, de la hiérarchie, de l'aliénation.

L'idéologie petite-bourgeoise critique la domination de la bourgeoisie (en ce sens, elle est progressiste), mais au nom des idéaux de la révolution bourgeoise elle-même. Aussi ne faut-il pas s'étonner si elle réclame « un autre 89 » (Glucksman, *Temps Modernes*, février 74).

Les limites de sa critique sont les limites de l'idéologie bourgeoise, celle-ci ne conçoit de rapports de subordination qu'entre *individus* ; et elle masque les *fondements économiques* des rapports de domination.

L'idéologie petite-bourgeoise ignore ou relègue à l'arrière-plan, le but et le moteur de la production capitaliste : l'extorsion de plus-value.

Elle est capable, au fond, de critiquer l'esclavage et le servage, pas l'exploitation capitaliste. Contrairement à l'esclave ou au serf, ce n'est pas la contrainte exercée par des *autorités*, ce n'est pas le *despotisme* qui forcera l'ouvrier à travailler dans l'usine d'un capitaliste : ce sont ses *besoins*. L'ouvrier est libre de ne pas se vendre à tel ou tel maître capitaliste. Mais il n'est pas libre de ne pas se vendre à la *classe* capitaliste. L'ouvrier n'est pas seulement exploité par le capitaliste qui l'emploie, mais par l'ensemble de la classe capitaliste. La plus-value qu'il crée ne va pas directement dans la poche de son employeur : la plus-value créée par la classe ouvrière est répartie, par l'intermédiaire du marché, entre les capitalistes, en fonction des rapports de concurrence et des rapports de forces entre capitaux. En particulier, une grande partie de la plus-value créée par les ouvriers d'entreprises sous-traitantes des monopoles est appropriée par les monopoles eux-mêmes.

Parce que la classe ouvrière est exploitée par l'ensemble de la classe capitaliste, celle-ci est *solidaire* à l'égard de l'élévation du degré d'exploitation dans toute usine.

La classe ouvrière est enchaînée à la *classe* capitaliste : c'est pour cela que l'ouvrier est soumis à la loi du capitaliste dans l'usine.

Quel est le fondement du pouvoir de la bourgeoisie, de la subordination de la classe ouvrière ? *La séparation entre les travailleurs et les moyens de production*, le monopole des moyens de production par la classe capitaliste.

Le Capital intervient comme le maître et le dirigeant de la production parce qu'il a le monopole

3) *Les Temps modernes*, février 74.

des moyens de production. La classe ouvrière est contrainte par ses besoins de subir la loi du capital parce qu'elle est elle-même séparée des conditions de la production.

Le despotisme d'usine se fonde sur la séparation des producteurs et des moyens de production. Il n'en est pas le fondement. Le despotisme d'usine est *un aspect* des rapports de production capitalistes. Pas le tout.

L'idéologie petite-bourgeoise ne voit pas que l'ouvrier est contraint au surtravail sous le joug du capitaliste dans l'usine, parce qu'il est auparavant, dans la société, réduit à vendre sa puissance de travail comme une *marchandise*. Le capitaliste l'achète et l'utilise comme un propriétaire à l'égard des marchandises qui lui appartiennent.

L'essentiel de ce que subit l'ouvrier n'est pas le fait des *individus* qui le commandent dans l'usine, mais celui de la loi *anonyme* du Capital : comme marchandise, la force de travail subit les fluctuations du capitalisme, la concurrence, l'inflation, les crises. L'ouvrier est embauché ou rejeté de l'usine, réduit au chômage, déplacé d'un métier à un autre, d'une région à une autre, d'un pays à un autre, selon les besoins du capital.

Foin de tout cela, menaces actuelles du chômage et de l'inflation, *La Cause du Peuple* n'aperçoit et ne s'intéresse qu'à une chose : hiérarchie et despotisme dans l'usine ; à une fraction de la classe ouvrière : les OS — à l'heure où la crise du capitalisme va frapper de plein fouet l'ensemble des travailleurs.

3) La hiérarchie et les classes

En France, où dans la lutte contre le féodalisme, la bourgeoisie a toujours été accompagnée d'une ombre, le prolétariat, les revendications de la classe ouvrière ont pris souvent une expression démocratique radicale. A la revendication bourgeoise de l'égalité politique, le prolétariat a répondu coup sur coup en exigeant l'égalité économique et sociale : « l'Égalité est devenue le cri de guerre spécialement du prolétariat français », notait Engels⁴.

L'égalité contre la hiérarchie, tel est aujourd'hui le mot d'ordre, non seulement de la petite-bourgeoisie radicale, mais aussi des couches les plus exploitées de la classe ouvrière.

Ce mot d'ordre, disait Engels, constitue à la fois « la réaction spontanée contre les inégalités sociales criantes » et « un moyen d'agitation pour soulever les ouvriers contre les capitalistes à l'aide des propres affirmations des capitalistes⁵. Dans les deux cas, « le contenu réel de la revendication prolétarienne d'égalité est la revendication de *l'abolition des classes* ».

Aujourd'hui, si le révisionnisme, au nom de sa pseudo-science, rejette toutes les aspirations anti-hiérarchiques, la petite bourgeoisie radicale évacue le *contenu de classe* de ces aspirations.

La hiérarchie en système capitaliste est avant tout la hiérarchie entre le Capital et le Travail. C'est vers l'abolition de cette hiérarchie (qui ne peut se réaliser que par l'abolition du capitalisme), que doit tendre la contestation anti-hiérarchique. La remise en cause de la hiérarchie dans l'usine (hiérarchie des salaires, despotisme des petits chefs, etc...) doit avoir cet objectif pour fil directeur. Mettre au premier plan les revendications des couches les plus exploitées doit avoir pour but d'accroître la mobilisation, la force et la cohésion de la classe ouvrière contre le patronat⁶.

Au lieu de replacer la lutte contre la hiérarchie et le despotisme d'usine *dans le cadre plus général* du combat de la Classe ouvrière contre le Capital, *La Cause du Peuple* l'isole, l'enferme sur elle-même. Aussi, quelque soit la forme radicale de son langage, elle se prête à la récupération bourgeoise; en particulier, de la révolte spontanée des O.S.

4) *Anti-Dürhing*. Éditions sociales» p. 139.

5) Idem.

6) Par exemple, la revendication d'augmentation uniforme des salaires place la réduction de la hiérarchie des salaires dans le cadre de la lutte générale pour l'augmentation des salaires.

Du CNPF à *France-Soir*, en passant par *Entreprise et progrès*, la classe au pouvoir mène grand tapage sur la monotonie du travail, les tâches fastidieuses des O.S., leur manque de responsabilité, etc... Elle veut améliorer l'exploitation de la classe ouvrière et lui jeter de la poudre aux yeux en critiquant le taylorisme. « Humaniser la croissance ». s'écrit le patronat (tandis que *La Cause du Peuple*, à propos de Lip, évoque « l'usine humaine »).

Les nouveautés de la bourgeoisie : rotation des tâches, « groupes autonomes » qui se répartissent eux-mêmes le travail, horaires libres, « cellules d'autogestion d'atelier », etc...⁷. Dans le meilleur des cas, l'objectif est d'accroître le rendement par l'autoflicage collectif des ouvriers entre eux, ce qui permettrait de faire l'économie de la maîtrise.

Aujourd'hui, face à la politique du Grand Capital, réduire les luttes ouvrières à la seule lutte contre la hiérarchie et le despotisme dans l'usine, dénoncer le travail parcellaire et la discipline de caserne, sans les rattacher à la subordination générale de la classe ouvrière à la classe capitaliste, viser non pas l'abolition de l'exploitation capitaliste mais l'abolition du despotisme d'usine, cela n'a qu'un nom : le réformisme.

Certes, le réformisme a plusieurs visages, plus ou moins séduisants. Les uns (PCF, CGT) s'attachent à *réformer le Capital* : transformer certains monopoles en monopoles capitalistes d'État, avec, en prime, quelques représentants syndicaux dans les conseils d'administration. Les autres (le courant autogestionnaire) s'attachent à *réformer le travail salarié* : revalorisation du métier d'O.S., autogestion du poste de travail, etc... Leur antagonisme n'est que de façade : le PCF, depuis le *Programme commun* réclame des réformes dans l'usine (rotation des postes, enrichissement des tâches) et se reconnaît dans l'autogestion ; les seconds demandent aussi des nationalisations.

L'unité de ces réformismes : donner l'illusion qu'un changement radical de la condition ouvrière est possible indépendamment de l'abolition de la contradiction Capital-Travail.

4) La domination du Capital sur la société

La Cause du Peuple ne se contente pas de réduire à une lutte anti-despotique le combat de la classe ouvrière, elle réduit aussi le combat de toutes les couches populaires selon le même modèle. Comment se réalise cette opération ? Au moyen d'une thèse cabalistique : comme la gangrène, le despotisme d'usine s'est étendu à toute la société, pèse maintenant sur 90 % de la population qui sont, à cet égard, dans une situation *identique* celle des O.S.⁸. Résultat de cette alchimie : l'unité des luttes des ouvriers, des femmes, des paysans, des ingénieurs, des lycéens, des petits commerçants consiste dans la « révolte anti- autoritaire »⁹. Ce qu'il fallait démontrer.

Avant de tirer les conséquences de cette découverte, il faut rectifier les faits : contrairement aux fantaisies des *Cahiers prolétariens*, le Capital historiquement ne commence pas à s'imposer dans l'usine, ni même dans la production. Il commence par dominer formellement, à travers les échanges, toute la société. Il utilise la puissance concentrée de l'État pour exproprier, par la force ou par l'impôt, les petits producteurs. La bourgeoisie impose à l'échelle de la société la séparation entre les producteurs et les moyens de production, condition fondamentale pour que le capital puisse s'emparer de la production et obliger les travailleurs dépossédés à entrer dans les manufactures.

Prétendre que le despotisme d'usine s'est étendu à toute la société sous-entend qu'il existait une période dorée du capitalisme où le despotisme restait confiné à l'usine. Inutile de faire un dessin pour voir à quelle conception de classe, cette idée renvoie. Le régime de fabrique est tout juste bon pour les ouvriers, entonnait le chœur des bourgeois. Malheur ! Il a aujourd'hui envahi toute la société. Or, depuis la naissance du capitalisme, pour la classe ouvrière, la dictature du Capital a toujours existé à l'échelle de la société.

7) *Communisme* n°6, sur les nouvelles formes d'organisation du travail.

8) *Cahiers prolétariens*, p. 7.

9) p.31.

Ce qui est vrai, c'est que le développement du capitalisme, la concentration capitaliste, la formation des monopoles qui dominent toute l'économie et suppriment, dans une certaine mesure, la concurrence, l'interpénétration croissante des monopoles capitalistes et de l'État bourgeois, en un mot, toutes les tendances du capitalisme ont sapé, comme le prévoyait l'analyse de Marx, la démocratie bourgeoise elle-même (dont les idéaux reposaient sur la liberté, l'égalité et la libre concurrence des capitalistes entre eux). Le capital monopoliste renforce dans toute la société « les tendances à la domination » [Lénine].

L'appareil d'État bourgeois connaît un développement monstrueux des organes de répression (police, armée), de la bureaucratie, crée ou étend considérablement les instruments de formation-manipulation (assistance sociale, éducateurs, réseaux d'information, machinerie scolaire et universitaire etc...), devient un instrument direct de l'accumulation capitaliste. Cette centralisation et cet accroissement de la puissance sociale et politique aux mains de la bourgeoisie monopoliste renforce et exaspère les aspirations démocratiques, élargit leur base sociale — d'autant que le capitalisme moderne a développé une nouvelle petite-bourgeoisie liée à l'appareil d'État et à la production industrielle.

L'autoritarisme croissant, l'oppression plus pesante sur l'immense majorité de la population ne donnent pas le droit d'identifier la situation de la classe ouvrière, des salariés et petits producteurs *exploités* avec les intellectuels *opprimés*. Après avoir joué sur la culpabilisation, La Cause du Peuple invite tous les intellectuels, ingénieurs, ... à donner libre cours à leurs initiatives — tandis qu'elle veut limiter l'initiative des ouvriers à la lutte contre l'oppression. Ses thèses reviennent à mettre la classe ouvrière sous la direction de la petite-bourgeoisie, alors même que la lutte démocratique révolutionnaire ne peut être conséquente, aller jusqu'au bout, c'est-à-dire à la destruction de l'État bureaucratique et policier, que sous la direction du prolétariat.

Le Capital est une force sociale concentrée : *La Cause du Peuple* la délaye en une multiplicité d'autorités parcellaires. Les ouvriers n'ont de force qu'en tant que classe : *La Cause du Peuple* en casse l'unité. Dans le combat de la classe ouvrière et de tous les exploités, elle ne veut pas voir le combat contre l'exploitation capitaliste. *La Cause du Peuple* ne retient et n'exalte de la lutte ouvrière que ce qu'elle a de commun avec la révolte étudiante contre les mandarins universitaires ou celle de l'intellectuel contre les aspects bureaucratique et policier de l'État bourgeois.

La Cause du Peuple dit capitalisme et ne perçoit que hiérarchie, oppression et répression; elle dit despotisme capitaliste et ne voit que despotisme. Elle dénonce dans l'État bourgeois, l'État et non l'instrument de la bourgeoisie.

Bref, elle fait éclater la lutte de classes pour ne laisser face à face que des autorités et des anti-autoritaires.

II

LA QUESTION DU POUVOIR

La question du pouvoir est l'enjeu fondamental de la lutte des classes, inévitablement, tous les opportunistes commencent par brouiller cette question. Le PSU avait dilué l'enjeu du mouvement révolutionnaire à l'aide des mots d'ordre : pouvoir ouvrier, pouvoir paysan, pouvoir étudiant. *La Cause du Peuple* l'a doublé sur ce terrain : après avoir réduit le capitalisme à une myriade de « pouvoirs bourgeois », elle peut lancer un grand appel : il y a une infinité de « pouvoirs partiels » à prendre. L'activisme trouve là un débouché immense...

Cette formule, élastique, a un premier avantage : les dirigeants de la CDP peuvent se faire l'écho de tout. La lutte sur les salaires, n'est-ce pas une prise de pouvoir d'achat ? La moindre manifestation, une occupation de l'espace ? La communauté qui élève des chèvres en Ardèche, une zone libérée ?...

Les marginaux faisaient de la politique sans le savoir, *La Cause du Peuple* le leur apprend : ils prennent du pouvoir sur eux-mêmes.

Tout devient prise de pouvoir — autrement dit *rien*. On habille les choses avec des mots fringants et on pense ainsi les transformer : délire intellectuel.

Pouvoir social et pouvoir politique

Le pouvoir ne réside pas dans des lieux mais dans des forces sociales. En particulier, le pouvoir ne loge pas dans une usine, les ouvriers de Lip l'ont compris en refusant le piège de la coopérative ouvrière : ils savaient qu'ils auraient été totalement à la merci du Capital financier. Aujourd'hui, le capital est le pouvoir social concentré ; l'État bourgeois, l'organisation centralisée du pouvoir politique qui garantit la domination du Capital. Pour renverser la domination du Capital, il faut d'abord détruire l'État bourgeois. *Pour prendre le pouvoir dans la société, il faut d'abord prendre le pouvoir politique.*

Comme Proudhon, *La Cause du Peuple* prétend réaliser la révolution *sociale* avant la révolution *politique*. Rien à voir avec le marxisme.

L'adresse inaugurale de l'Association Internationale des Travailleurs (1864), rédigée par Marx et Engels, disait : « Les seigneurs de la guerre et les seigneurs du Capital se serviront toujours de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leur monopole économique... La conquête du pouvoir politique est donc devenue le premier devoir de la classe ouvrière. »

Cette vérité élémentaire, *La Cause du Peuple* n'en a cure ; elle a gommé toute différence entre le pouvoir d'un contremaître, le pouvoir d'un général, celui d'un PDG et le pouvoir *politique*, qui est toujours le pouvoir *d'une classe*. Par la même occasion, elle a supprimé toute distinction entre lutte économique, lutte sociale et lutte politique.

Le *Manifeste du Parti Communiste* disait : « le pouvoir politique à proprement parler, est le pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression d'une autre »¹⁰. *La Cause du Peuple* s' imagine que le pouvoir d'une classe, c'est l'addition d'une série d'« autorités ». A force de grignoter, il ne restera plus rien du Capital et de l'État bourgeois...

Marx mettait constamment en garde la classe ouvrière en soulignant qu'il ne fallait pas surestimer les luttes quotidiennes. Les dirigeants de *La Cause du Peuple* proclament tous les jours des prises de pouvoir !

De Marx à Mao, la stratégie révolutionnaire, dans les pays capitalistes, se divise en deux grandes périodes :

- la période d'accumulation des forces à travers les luttes ou période de préparation, qui est nécessairement *longue* ;
- la période de prise du pouvoir.¹¹

Cette thèse fondamentale est le point de départ d'une politique révolutionnaire mais les dirigeants de *La Cause du Peuple* en dérive ont rejeté le marxisme par-dessus bord. Ils sèment les illusions sur les luttes quotidiennes et noient dans la confusion la question du pouvoir.

Qu'est-ce que cette idée de « pouvoir partiel » (p. 8) ? L'idée d'une prise *graduelle* du pouvoir, trouvaille ramassée dans les poubelles du réformisme (Paul Brousse, Bernstein, etc...) et exhibée, il y a quelques années par André Gorz, qui avait pondu sa « stratégie progressive » de prise de pouvoir.

Or, le pouvoir de la bourgeoisie ne se partage pas ; ou plutôt la bourgeoisie le partage — avec les siens, ceux qui s'intègrent à elle, et elle en distribue des miettes, à ses valets.

Version gauche : la prise du pouvoir partiel conduit au putschisme. Version droite : à la conquête des municipalités et des sièges parlementaires. Variante de la version de droite : le marginalisme (écoles parallèles...).

10) Éditions Sociales, p. 46.

11) *Problèmes de la guerre et de la stratégie*. O.C, t. II, p. 235.

Quelle révolution ?

Tous les fantasmes de la petite bourgeoisie se retrouvent dans la conception qu'a *La Cause du Peuple* de la révolution.

Une révolution est toujours le renversement d'une classe par une autre classe et ses alliés. La question décisive étant de savoir quelle classe dirige cette révolution : aujourd'hui, en France, nouvelle petite-bourgeoisie ou prolétariat ?

Les illusionnistes de *La Cause du Peuple* posent une autre question : « révolution autoritaire ou démocratique ? »¹². De cette manière, ils se placent sur le terrain commun aux démocrates et aux anarchistes. Ils balbutient, sous le manteau du marxisme, les vieilleries de Proudhon et Bakounine.

Contre les anti-autoritaires de toutes les modes et les saisons, la réplique cinglante d'Engels est toujours actuelle : « Ont-ils jamais vu une révolution, ces Messieurs ? Une révolution est certainement la chose la plus autoritaire qui soit : c'est l'acte par lequel une partie de la population impose sa volonté à l'autre au moyen de fusils, de baïonnettes et de canons, moyens autoritaires s'il en est ; et le parti victorieux, s'il ne veut pas avoir combattu en vain doit maintenir son pouvoir par la peur que ses armes inspirent aux réactionnaires. La Commune de Paris aurait-elle duré un seul jour, si elle ne s'était pas servie de cette autorité du peuple armé face aux bourgeois ? »¹³.

Dans l'imaginaire petit-bourgeois, la « révolution autoritaire » n'est que le repoussoir de l'idyllique « révolution démocratique ».

Là où Proudhon et Bakounine prônaient « l'égalité des classes » *La Cause du Peuple* s'écrit : « pas de dictature d'une classe populaire sur une autre classe populaire »¹⁴. Comme la nuit où tous les chats sont gris, dans cette révolution, toutes les classes sont égales. (Leurs situations, leurs objectifs ne sont-ils pas identiques, selon l'analyse « anti-autoritaire » ?)

L'anarchisme, sur ce point aussi, rejoint les idées des réformistes du mouvement ouvrier : Kautsky, les Mencheviks, contre la Révolution d'octobre, ne réclamaient-ils pas une « démocratie pure », au-dessus des classes ?

La petite-bourgeoisie se représente toujours ses intérêts particuliers sous une forme universelle. Elle prêche la démocratie contre le Capital mais aussi contre le prolétariat, car elle rejette et la dictature du Capital et la dictature du prolétariat. Elle a besoin du prolétariat pour renverser la domination du Capital, mais elle veut garder la révolution dans les limites de ses intérêts. En un mot, elle veut la révolution sous sa propre direction ; c'est ce qu'elle appelle la « révolution démocratique ».

Le rapprochement avec les maîtres de l'anarchisme est frappant.

Ce que Proudhon veut supprimer, ce n'est pas le Capital et par suite l'antagonisme des classes, mais *l'État*. Pour Bakounine, c'est *l'État* qui a créé le Capital, et puisque le mal premier provient de l'État, il suffit de le supprimer pour que le Capital disparaisse.

Ce que *La Cause du Peuple* veut supprimer, ce n'est pas le Capital, mais le despotisme. Pour *La Cause du Peuple*, c'est le despotisme qui est la racine de tous les maux, il suffit de le supprimer et le Capitalisme, la lutte des classes disparaîtront d'eux-mêmes.

La cible de la révolution : « le système hiérarchique despotique » (p. 7), sa base sociale : « l'union de toutes les victimes des pouvoirs bourgeois » (p. 21), ses tâches : « le dépérissement de l'appareil d'État, la suppression de ses fonctions parasitaires sont nos tâches *actuelles* » (p. 33, souligné par nous), « extinction *rapide* de l'État démocratique nouveau » (p. 40).

12) *Cahiers prolétariens*, p. 41.

13) Engels. *De l'autorité*, (1873).

14) *Cahiers prolétariens*, p. 41. Lorsqu'il est question de désertion de la « révolte anti-autoritaire », il est fait allusion au rôle dirigeant des O.S. — jamais de la classe ouvrière.

Toute l'expérience historique montre que la destruction de l'État bourgeois, l'expropriation des capitalistes, ne mettent pas fin à la lutte des classes. Il faudra une *longue* période historique pour détruire progressivement tous les rapports sociaux engendrés par les sociétés exploiteuses.

A l'existence des classes dans la société socialiste, ne peut que correspondre dans le domaine de la superstructure, un État, qui est toujours l'État d'une classe, en l'occurrence le prolétariat. Cela, c'est le matérialisme historique. L'idéalisme de *La Cause du Peuple* consiste à rêver de l'abolition immédiate de l'État, ou à imaginer des restes d'appareil d'État sans nature de classe, et bien sûr, de ne dire mot sur la suppression du capitalisme et d'ignorer le socialisme.

L'anti-dogmatisme de *La Cause du Peuple*, c'est le dogmatisme anarchiste, sa théorie « tirée de l'expérience », du proudhonisme gribouillé.

III

AUTONOMIE PROLETARIENNE ET RADICALISME PETIT-BOURGEOIS

1) *Sur les origines de la contestation anarchisante*

L'histoire du mouvement ouvrier montre ceci : quand les partis ouvriers représentant la classe ouvrière abandonnent leurs objectifs révolutionnaires pour se consacrer exclusivement à obtenir quelques concessions du Capital, érigent en forme suprême de la lutte des classes l'activité électorale et l'action parlementaire, enfin, rêvent de conquérir l'État bourgeois, ils s'enfoncent inévitablement dans le bureaucratisme. En effet, dans la mesure où des partis s'intègrent au jeu politique de la scène bourgeoise, en adoptent les valeurs et les règles, ils reproduisent — avant même leur accession au pouvoir — à l'égard des masses populaires le même rapport que la bureaucratie de l'État bourgeois : appareil au-dessus d'elles, qui décide pour elles et qui les maintient dans la passivité, c'est-à-dire dans la subordination au Capital.

Au fond de cette attitude, il y a la crainte de l'irruption d'un mouvement de masse *incontrôlé*, qui sorte du cadre de la légalité bourgeoise. Appareil bureaucratique d'État ou appareils des partis ouvriers et des syndicats réformistes ont un même ressort : la peur du peuple.

Inévitablement aussi, notamment contre la dégénérescence de la II^e Internationale, autour des années 1900, contre celle d'une grande partie du mouvement communiste international, de nos jours, il se produit une réaction anarchisante qui s'en prend particulièrement au bureaucratisme.

Il y a au moins deux raisons à ce phénomène : d'une part, le marxisme dont se parent les réformistes du XX^e siècle est rejeté avec le réformisme lui-même, comme l'enfant avec l'eau du bain; d'autre part, la contestation des organisations réformistes prend la forme immédiate de rejet de ce qui est ressenti le plus directement dans les luttes quotidiennes, le bureaucratisme. L'exaltation de la spontanéité des masses est la première arme contre de *telles* organisations, et la manière la plus immédiate de les démasquer et de les déborder. De là à théoriser ces conditions *concrètes* de la lutte contre le réformisme, pour les transformer en une opposition métaphysique entre la spontanéité des masses et l'Organisation en général, il n'y a qu'un pas que l'anarchisme a vite fait de franchir.

En France, la contestation de masse du révisionnisme moderne s'est faite principalement dans la jeunesse intellectuelle, au cours des luttes *démocratiques* des étudiants, lycéens (contre l'impérialisme, la répression, l'armée...), dans le mouvement ouvrier, lors de la grève de masse en mai 68, et depuis, à travers les luttes économiques (en particulier celles des OS).

Ainsi, la critique du PCF s'est développée concrètement sur certains aspects déterminés, selon certains intérêts et, enfin, à partir des traditions vivantes des milieux qui élaboraient cette critique : d'une part, l'idéologie démocratique, et anarchisante de la petite bourgeoisie intellectuelle, d'autre part, l'anarcho-syndicalisme spécifique du mouvement ouvrier français.

Ces deux courants idéologiques, qui ont trouvé un regain de vie et se sont renforcés aux dépens de l'idéologie technocratique-bourgeoise du PCF, ont un point commun : partant de l'expérience vécue du parti ouvrier embourgeoisé, ils mettent en cause la nécessité générale d'un parti politique propre à la classe ouvrière, comme condition de son émancipation.

Ce qui caractérise *La Cause du Peuple*, c'est qu'en partant d'une politique d'utilisation tactique de ces courants contre le révisionnisme moderne, elle a fini par capituler complètement devant eux. Empiriquement, le travail politique immédiat a été théorisé en faisant abstraction des conditions concrètes dans lesquelles il s'insérait.

L'implantation dans la classe ouvrière implique de s'attacher aux préoccupations quotidiennes des masses ; *La Cause du Peuple*, comme *Vive la Révolution* d'ailleurs, en a déduit un culte du quotidien.

Les couches ouvrières qui échappaient à l'emprise du PCF sont souvent des OS d'origine récente, peu politisés ; *La Cause du Peuple* en a conclu que la classe ouvrière ne doit jamais s'intéresser à la politique, elle a glorifié l'apolitisme.

Enfin, aujourd'hui, des luttes indépendantes des syndicats réformistes ne peuvent se développer qu'à l'échelle locale ; par ailleurs, les appareils centraux des syndicats les sabotent, en particulier en prétextant systématiquement des intérêts de l'ensemble du mouvement ouvrier. *La Cause du Peuple* en conclut à une opposition *éternelle* entre action locale et action nationale, entre groupes de base et organisation centralisée à l'échelle nationale.

2) L'Anarcho-syndicalisme

Au début du XX^e siècle, par réaction contre le réformisme du Parti socialiste, les anarchistes comme Pelloutier, Emile Pouget, développèrent dans le mouvement syndical la lutte contre la « politique » et « contre tous les partis politiques ». Les anarcho-syndicalistes affirmaient que le syndicat « se suffit à lui-même », c'est-à-dire qu'il peut se diriger seul, qu'« il est majeur », n'a pas besoin de « tutelle de politiciens ». Plus, ils avançaient que le syndicat « suffit à tout », c'est-à-dire qu'il peut résoudre tous les problèmes que pose la lutte de classe.

Le syndicat, selon eux, est non seulement l'organisation spécifiquement ouvrière qui suffit à tout dans le présent, mais il est aussi la cellule, l'embryon de la société future. L'extension du syndicalisme correspondait au développement graduel de la « société future » au sein de la société capitaliste. Cette conception réformiste amènera Jouhaux et la direction de la CGT à s'intégrer, après la première guerre mondiale, dans les organismes économiques de l'État capitaliste (Conseil national Économique, BIT, etc...).

Aujourd'hui, c'est le syndicat CFDT surtout qui s'appuie sur les traditions anarcho-syndicalistes. Mais *La Cause du Peuple*, en créant l'*Union Nationale des Comités de Lutte*, syndicat qui cachait son nom, a tenté de réaliser la même opération — qui s'est soldée par un échec.

Les derniers *Cahiers Prolétariens* ressassent les principes de l'anarcho-syndicalisme : « Tout le monde pensait implicitement qu'il fallait une organisation d'avant-garde et des organisations de masse » (p. 25), à cette chose « horrible » (p. 25), léguée par le bolchevisme, *La Cause du Peuple* a mis fin : « pas question de doubler le comité de lutte par une cellule communiste (p. 28).

L'idée réformiste de la prise graduelle du pouvoir revient comme un leitmotiv : « nous luttons pour établir du pouvoir ouvrier dans l'usine, condition indispensable pour prendre tout le pouvoir » (p.16). Puisque la lutte pour le pouvoir est censée se dérouler dans l'usine, les ouvriers ne doivent pas avoir d'autre horizon que leur usine. Par ailleurs, on perpétue l'illusion que les ouvriers peuvent *construire* déjà la « société future », acquérir la liberté *avant* de *détruire* le capitalisme : « le comité de lutte *pour permettre* à la masse ouvrière de prendre du pouvoir, vise à transformer l'ensemble des producteurs asservis en communauté ouvrière libre » (!), (p. 16).

Dans ces conditions, une organisation politique de la classe ouvrière est chose superflue.

L'infantilisme est ce qui fait le moins défaut aux *Cahiers prolétariens* : « c'est l'idée même «prendre le pouvoir d'État » qu'il faut mettre à la question » (p. 25). Pas de prise du pouvoir politique centralisée, donc pas de parti politique.

La classe ouvrière ne doit jamais mener d'offensive politique contre le pouvoir d'État central, car cela aboutirait, si l'on suit *La Cause du Peuple*, à ce que « la classe ouvrière prenne la place de la classe capitaliste » (p. 25). Le prolétariat ne doit mener aucune campagne nationale contre les instruments centraux de la bourgeoisie, armée et police, ce serait vouloir s'installer dans les casernes et les commissariats. Le prolétariat ne doit jamais mener une lutte nationale contre la puissance centralisée qu'est le Capital financier en France, car ce serait pour s'installer dans les conseils d'administration.

Les ouvriers doivent se cantonner à lutter contre l'autorité qui est immédiatement au-dessus d'eux, s'ils se battent contre plus haut placé, c'est mal, ce serait pour prendre sa place.

3) *L'anarchisme petit bourgeois*

L'autre face de *La Cause du Peuple*, c'est l'anarchisme petit-bourgeois proprement dit. Le propre de la petite bourgeoisie est d'abstraire les choses de leurs aspects déterminés, concrets et de se battre, même à travers les luttes réelles, contre des abstractions, des moulins à vent : l'autorité, la centralisation « en soi », etc...

La petite bourgeoisie pose l'État soit comme condition d'existence de toute société, soit comme la source du mal (« l'État, c'est le mal », disait Bakounine). Elle ne voit pas que l'État n'est que le produit de la société de classes et que son existence est déterminée par l'existence des classes. Pour faire régner l'égalité, la liberté et la fraternité, la petite bourgeoisie rêve soit de conquérir l'État, soit de l'abolir immédiatement, sans voir les conditions sociales de sa disparition.

Dans les deux cas, elle pose l'existence de l'État comme une réalité abstraite, jamais comme l'instrument d'une classe dominante.

Ainsi raisonne la petite bourgeoisie exacerbée : « l'État, c'est l'autorité », pose Bakounine, *donc* il faut abolir toute autorité. Le bureaucratisme implique la centralisation, *donc* toute centralisation signifie bureaucratisme.

La critique du PCF s'est résumée le plus souvent à un mot : bureaucratie. Comme l'État, la bureaucratie est cette réalité mystérieuse, antithèse de la liberté, dont la bourgeoisie n'explique pas l'apparition ou qu'elle admet comme un mal nécessaire¹⁵. Le trotskysme en a fait le fondement de la critique du PCF. La contestation petite bourgeoisie démocratique ou anarchisante s'est attachée à faire des *formes d'organisation*, la base du réformisme du PCF, au lieu d'expliquer ce réformisme comme produit de conditions sociales et économiques, résultat de l'intégration à la société bourgeoise ; aussi a-t-elle déployé son activité dans la vaine recherche de formes d'organisations ingénieuses, qui devaient permettre d'éviter *a priori* toute apparition de bureaucratisme et de réformisme.

Les marxistes n'ont jamais considéré le « centralisme démocratique » comme un talisman. Centralisme et démocratie ne sont pas des buts idéaux. Dans une organisation révolutionnaire, la centralisation et la démocratie sont et ne sont qu'un *moyen*, premièrement, d'élaborer une ligne politique correcte (en systématisant les idées justes des masses et les bilans de travail), deuxièmement, d'élever la cohésion et l'activité, la combativité de l'ensemble des membres. Si la démocratie n'a pas en vue l'unité et le combat, l'unité pour le combat, elle devient libéralisme et, en dernière analyse, adaptation à la société bourgeoise. Si la centralisation freine l'activité politique, elle devient bureaucratisme, provoque l'opposition à toute centralisation, toute direction, toute discipline. L'anarchisme est le revers du bureaucratisme.

15) Robert Michels. *Les partis politiques*, éd. Flammarion.

La liaison avec les masses est la condition de toute activité révolutionnaire, mais l'activité révolutionnaire ne se réduit pas au contact *physique* avec les masses, ni à la « dissolution dans les masses » prônées par *La Cause du Peuple*.

La réaction (et le fascisme) tentent aussi de se lier aux masses et même de s'appuyer sur certaines idées justes, pour les systématiser dans un sens réactionnaire. Par exemple, l'anti-parlementarisme, produit de la corruption de la IV^e République, est une idée juste sur laquelle s'est appuyé De Gaulle pour instaurer la dictature du Capital monopoliste.

Centralisme et démocratie sont une unité de contraires qui se réalise différemment selon les situations concrètes : elle ne peut être la même en période de légalité et en période de clandestinité, sous le joug du capitalisme et en régime socialiste...

Le critère central pour juger une organisation, c'est la politique qu'elle mène effectivement, non le degré de centralisme ou les formes de délégation de pouvoir qui y existent.

La démocratie, dans un parti réformiste, c'est la démocratie bourgeoise; le centralisme, la subordination à une politique bourgeoise.

Anarchistes et démocrates veulent aller « au fond des choses ». Ils retiennent « centralisme » et écartent « politique bourgeoise ». Ils s'imaginent que le fondement de la politique bourgeoise, c'est le centralisme en général, la délégation de pouvoir, la direction, l'autorité en soi...

4) Guerre contre l'Autorité et la Centralisation ?

Depuis que Proudhon, en 1851, a déclaré la guerre au « principe d'autorité »¹⁶, il a eu de nombreux émules. Les anti-autoritaires modernes sont partis en croisade contre l'autorité. Leur principe universel d'explication, moyen radical de condamner toute chose, est de lui coller l'épithète infâme d'« autoritaire » : il y a le « centre autoritaire »¹⁷, le « rapport autoritaire parti-masses. »¹⁸, « le centralisme autoritaire »¹⁹, la « révolution autoritaire »²⁰, etc...

En 1870 Bakounine dénonçait les communistes « partisans du principe et de la pratique de l'autorité »²¹. En 1973, *La Cause du Peuple* brandit le spectre du « marxisme autoritaire »²².

L'autorité, du point de vue social, est la subordination, la dépendance des hommes à l'égard d'autres hommes — indépendamment des rapports de production qui les déterminent.

Dans la société moderne, capitaliste ou socialiste, la production a de plus en plus un caractère *social*, c'est-à-dire que l'interdépendance entre les différents travaux et entre les producteurs eux-mêmes est de plus en plus grande.

Manger le pain fabriqué par un autre, n'est-ce pas être sous sa dépendance? Les voyageurs d'un train, ne sont-ils pas sous l'autorité du cheminot qui conduit la locomotive ? Nos anti-autoritaires ont-ils pour idéal l'auto-survie individuelle ?

La révolution socialiste n'abolit pas l'autorité mais sa *forme capitaliste* : appropriation de la direction de la production par une *classe*, afin de contraindre la classe ouvrière au surtravail.

Qui dit travail collectif sur une large échelle dit organisation ; or, une organisation quelconque est-elle possible sans autorité ni discipline ? Qui dit action collective suppose autorité de la volonté collective sur les participants individuels pris à part.

16) *L'idée générale de la révolution au XX^e siècle*, 1851.

17) *Les Cahiers prolétariens*, p. 26.

18) Idem, p. 38.

19) Idem, p. 44.

20) Idem, p. 41.

21) D. Guérin. *Anthologie de l'anarchisme*, éd. Maspéro, t I, p. 163.

22) Idem, p. 26.

Pour coordonner et diriger le mouvement de ses deux bras, un individu n'a besoin que de son cerveau. Pour qu'un grand nombre d'individus coordonnent et dirigent l'action de leurs bras, afin d'accomplir une tâche collective, il faut nécessairement qu'il existe une direction collective de l'ensemble, quelle que soit la manière dont cette direction est assurée.

Marx, dans *Le Capital*, soulignait cette nécessité : « tout travail social ou commun, se déployant sur une assez grande échelle, réclame une direction pour mettre en harmonie les activités individuelles. Elle doit remplir les *fonctions générales* qui tirent leur origine de la différence existant entre le mouvement d'ensemble du corps productif et les mouvements individuels des membres indépendants dont il se compose. Un musicien exécutant un solo se dirige lui-même, mais un orchestre a besoin d'un chef »²³.

L'exigence d'une direction centralisée est vraie aussi bien à l'échelle des classes : la classe ouvrière ne peut se constituer réellement en classe qu'en édifiant un parti politique, qu'à l'échelle d'une organisation politique. Seuls les démagogues et les phraseurs nient cette exigence.²⁴

Tout en déclamant contre l'autorité et la centralisation dans la 1^{ère} Internationale, Bakounine préconisait d'« organiser... une sorte d'état-major révolutionnaire capable de servir d'intermédiaire entre l'idée de révolution et les intérêts populaires »²⁵, qui comprendrait quelques centaines de personnes pour toute l'Europe. Il faisait l'apologie du noyautage et rêvait en fait d'instaurer sa dictature occulte dans le mouvement ouvrier international.

La Cause du Peuple, qui s'élève tant contre les autoritaires, connaît un degré, inégalé sans doute parmi l'extrême gauche, d'autoritarisme de la part de sa direction. Ce n'est pas un paradoxe. Plus la dispersion, l'anarchie, règne dans les rangs de l'organisation, plus il est nécessaire, dans la mesure où l'unité doit être maintenue, qu'il existe une direction hyper-centralisée et bureaucratique. Par ailleurs, si les contours de l'organisation sont informels, il est impossible à une base aussi floue et incertaine de contrôler la ligne politique, a fortiori de participer à son élaboration. A l'anarchie qui règne à la base correspond une direction irresponsable, qui impose les tournants politiques avec force coups d'état. Ne lui est-il pas plus commode de mener bataille contre la Bureaucratie en soi, « le bureaucrate dans nos têtes », que d'appliquer un brin de centralisme *démocratique* ?

Les anti-autoritaires modernes sont partis d'un constat : un pays socialiste peut dégénérer. L'exemple de l'URSS est devant nous. Ils n'en concluent pas qu'après la révolution politique, la révolution doit s'étendre à toute la société, que sous le socialisme la lutte de classes continue (sous d'autres formes), donc que la classe ouvrière doit poursuivre son combat à la fois pour préserver les acquis et approfondir sans cesse la révolution. Nos utopistes modernes s'emploient à découvrir la panacée universelle qui doit éviter *tout risque* de dégénérescence après la révolution. En particulier, ils s'emploient à appliquer, au sein du capitalisme, un remède infallible au risque de perversion du parti prolétarien dans la société socialiste. Leur remède miracle n'a qu'un seul défaut : il rend impossible le renversement des exploiters.

Bakounine proposait que l'Internationale « embryon de la future société humaine » soit « dès maintenant l'image fidèle de nos principes de liberté et de fédération », et rejette « de son sein tout principe tendant à l'autorité, à la dictature ». Il voulait une libre « fédération de sections autonomes », en « en dehors de toute autorité directrice ». Adoptant pratiquement le même langage, *La Cause du Peuple* écrit : « le principe d'organisation de parti est l'anticipation du principe d'organisation de la société nouvelle »²⁶. Elle préconise une « fédération libre de groupes d'auto-défense », de mouvements autonomes²⁷.

23) *Le Capital*, t. II, p. 23.

24) Engels, lettre à Carlo Terzaghi, janvier 1872 : « quand on parle de l'autorité et de la centralisation comme de deux choses à condamner en toutes circonstances, il me semble que soit ceux qui parlent ainsi ne savent pas ce que c'est la révolution, soit qu'ils ne sont des révolutionnaires qu'en paroles ».

25) 1868, *Programme et objectif de l'organisation des Frères internationaux*.

26) *Cahiers prolétariens*, p. 28.

27) Idem, p. 44.

Dans les deux cas, comme réplique Engels à Bakounine : « il est proposé au prolétariat de s'organiser non pas conformément aux besoins de la lutte qu'on lui impose chaque jour et chaque heure, mais conformément aux présentations nébuleuses de certains sur la société de demain ! »²⁸.

On peut dire de *La Cause du Peuple*, ce que Marx disait de « l'Alliance de la démocratie socialiste » de Bakounine : « Elle proclame l'anarchie dans les rangs des prolétaires comme le moyen le plus infaillible de briser la puissante concentration des forces sociales et politiques entre les mains des exploiters »²⁹.

La Cause du Peuple, ce n'est pas la révolution ininterrompue, mais l'auto-dissolution permanente.

L'ennemi de nos anti-autoritaires, c'est l'organisation ; ce qu'ils veulent abolir, c'est le militant, le révolutionnaire professionnel. L'horreur que leur inspire une organisation n'a pas d'égale : « les organisations... deviennent des corps parasites qui étouffent la vie réelle, créent des dépendances, des contraintes » (p. 45), « système hiérarchique que sépare les professionnels, les militants, des amis » (p. 43), cela revient à « abdiquer une large part de sa liberté dans les mains d'un centre » (p. 43), à « se laisser couler dans un moule unique ».

Max Stirner, chantre de l'individualisme, écrivait : « Face à l'État, je sens de plus en plus distinctement qu'il me reste un grand pouvoir, le pouvoir sur moi-même »³⁰. Hors de l'Organisation, s'exerce ma liberté sacrée, surenchérit *La Cause du Peuple*.

L'idéologie du désir, reflet de l'individualisme exacerbé, théorisé par Deleuze, ne s'attaquait-elle pas au militant castré, réprimé. Il ne reste à *La Cause du Peuple* qu'un mot d'ordre à reprendre : « jouir sans entraves ».

IV

LA CHORALE DES « TEMPS MODERNES » ET LA MELODIE DU « RETOUR A MARX »

« Retour à Marx », telle est aujourd'hui le mot d'ordre qui prétend déraciner la nécessité pour le prolétariat d'édifier un parti politique. Marx contre Lénine, spontanéité contre parti. Les marxologues avaient préparé la récupération de Marx par le monde des bien-pensants : M. Rubel, G. Wetter, A. Piettre³¹ arboraient une rupture entre Marx et la conception léniniste du parti comme avant-garde. Le gauchisme moderne (au sens propre) a avalé ce qu'on lui avait déjà mâché.

Les dirigeants de *La Cause du Peuple* se nourrissent au même râtelier ; ils ont joué Mao Tsétoung contre Lénine, ils jouent maintenant Marx contre Lénine.

Un mot d'abord sur leur « maoïsme ». Un rapprochement suffit.

Les *Cahiers prolétariens* : « La théorie de l'avant-garde est une théorie reflet de la théorie politique et militaire des classes exploiteuses. » (p. 43).

Mao Tsétoung : « Le parti doit être composé d'éléments avancés du prolétariat, et doit être une organisation d'avant-garde, dynamique, capable de diriger le prolétariat et les masses révolutionnaires dans leur combat contre l'ennemi de classe » [souligné par nous]³².

28) *Le congrès de Sonvillier et l'Internationale*, novembre 1871.

29) 1873. Cité dans *Marx Engels Lénine contre l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme*, éd. de Moscou, p. 113.

30) *L'unique et sa propriété*, Cité par Marx dans *l'Idéologie allemande*, éd. Sociales, p. 391.

31) Rubel, *Œuvres de Marx*, t. I (La Pléiade), note p. 1580-1581. G. Walter, *Le Matérialisme dialectique*, 1962. A. Piettre, *Marx et le Marxisme*, 1966.

32) Cité dans le Rapport au IX^e Congrès du P.C.C.

Mao Tsétoung a dirigé plus de cinquante années des luttes révolutionnaires qui ont bouleversé la face du monde : il est devenu un théoricien des classes exploiteuses selon les critères des *Cahiers prolétariens* !

On sait gré aux fidèles de l'anarchisme de ne pas cacher leur hostilité au dirigeant des révolutions chinoises. Les *Cahiers prolétariens*, eux, torpillent les thèses de Mao Tsétoung par la bande.

Cependant leur dernier procédé consiste plutôt à s'appuyer sur deux ou trois bouts de phrase de Marx, sans référence historique aucune. On se bat contre « le marxisme autoritaire » en évitant de désigner des cibles précises.

Les Temps Modernes n'ont pas les mêmes subtilités de manipulateurs. « Retour complet à Marx » entonne Claude Berger qui décrit dans une vision d'horreur l'aventure du marxisme «broyé» par le léninisme. « L'héritage le plus lourd est sans nul doute celui du léninisme, écrit-il, parce qu'il est, comme Dieu, à l'origine »³³. Le monde est petit : ce même Claude Berger délivre un satisfecit à *La Cause du Peuple* pour « sa pratique authentiquement révolutionnaire » et son dégagement du «bourbier théorique légué par le léninisme ». Quant au chansonnier François George, il déclame sur tous les tons : « oublier Lénine »³⁴.

Les raisons de ce tapage ? Le retour à Marx peut précisément nous aider à le comprendre.

A partir du *Manifeste du Parti communiste*, tout au long de sa vie, Marx ne cessera de répéter que le prolétariat ne peut se constituer en classe qu'en s'organisant de façon autonome en « parti politique ». Durant toute l'existence de la 1^{ère} Internationale, il se battra pour faire prévaloir ce principe contre les proudhoniens et les bakouninistes. En 1881, il le répète dans l'Introduction qu'il rédige au Programme du Parti Ouvrier Français : l'« appropriation collective ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive — ou prolétariat — organisée en parti politique distinct... ».

En particulier, moins de quatre mois après la fin des combats de la Commune, il fait adopter par la Conférence des Délégués de l'Association Internationale des Travailleurs, une résolution dont le paragraphe essentiel est le suivant : « Contre ce pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct opposé à tous les anciens partis, formés par les classes possédantes.

(...) Cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but suprême : l'abolition des classes »³⁵.

L'année suivante, en 1872, malgré les bakouninistes, cette thèse sera ajoutée aux statuts de l'Internationale.

Comment Marx définissait-il les communistes ? Il l'écrit dans *le Manifeste*, paru en 1848 :

« Voici ce qui distingue les communistes des autres partis prolétariens : d'une part, dans les diverses luttes nationales des prolétaires, ils *mettent en avant* et font valoir les *intérêts communs* du prolétariat tout entier, sans considération de nationalité ; d'autre part, dans les diverses phases de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, ils *représentent* toujours l'intérêt du mouvement dans son ensemble.

Pratiquement, les communistes sont donc *la fraction la plus résolue* des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui va toujours *de l'avant* ; du point de vue théorique, ils ont sur *le reste de la masse prolétarienne* l'avantage de comprendre les conditions, la marche et les résultats généraux du mouvement ouvrier ».

33) *Temps Modernes*, fév. 73.

34) *Temps Modernes*, avril 73. François George est d'ailleurs à l'avant-garde en attaquant Marx lui-même : « Le capitalisme disait : je ne suis pas si systématique, je vous laisse libre après tout de faire l'histoire. Mais vînt Marx, et vînt Lénine. Cette fois la force de travail est encadrée, absolument ».

35) Souligné par nous.

Minorité de la classe ouvrière, fraction la plus résolue, à l'avant-garde du combat de classe, représentant les intérêts fondamentaux du prolétariat, se hissant au point de vue théorique à la compréhension d'ensemble du mouvement d'émancipation de la classe ouvrière, voilà les traits politiques selon lesquels Marx caractérise les communistes : mais n'est-ce pas là l'« horrible » léninisme ?

Le vacarme des idéologues des *Temps Modernes* et des *Cahiers prolétariens* contre la centralisation, l'organisation... tend à faire oublier que la question du parti est une question non pas technique, mais essentiellement *politique* ; la classe ouvrière doit-elle exister comme force politique *indépendante* des autres classes ?

Le mouvement ouvrier comme *mouvement politique* est historiquement issu de la démocratie petite-bourgeoise. C'est au cours de la Révolution française qu'apparaissent les premiers porte-paroles du Quatrième État ; ces derniers se détacheront de la Montagne jacobine en prenant conscience des limites du combat contre l'oppression politique. Une révolution purement politique ne peut pas véritablement transformer la condition du peuple. Les mots de liberté et d'égalité politiques sont illusion tant qu'existe l'exploitation d'une classe par une autre.

La séparation théorique et pratique d'avec le radicalisme petit-bourgeois, marque, à la fois, sur le plan historique l'apparition du prolétariat comme force autonome ; sur le plan politique, l'affirmation des revendications spécifiques de la classe ouvrière.

Dégager le prolétariat de l'emprise du radicalisme petit-bourgeois, telle est une des premières leçons que tire Marx de la révolution de 1848 en Allemagne. Dans une Adresse au Conseil Central de la Ligue des Communistes, Marx et Engels écrivent : « En ce moment, où les petits-bourgeois démocratiques sont partout opprimés, ils prêchent en général au prolétariat l'union et la réconciliation ; ils lui tendent la main et s'efforcent de constituer un grand parti d'opposition, qui embrasse toutes les nuances du parti démocratique ; en d'autres termes, ils s'efforcent d'enrôler les ouvriers dans une organisation de parti où prédominent les lieux communs généraux de la social-démocratie servant de paravent à leurs intérêts particuliers, et où défense est faite, pour ne pas troubler la bonne entente, de mettre en avant les revendications précises du prolétariat. Une telle union tournerait uniquement à l'avantage des petits-bourgeois démocratiques... le prolétariat perdrait en totalité sa situation indépendante. » Au lieu de retomber au rang de simple annexe de la démocratie bourgeoise, concluent Marx et Engels, « les ouvriers... doivent travailler à constituer, à côté des démocrates officiels, une organisation autonome... »³⁶.

Le bilan, que tire Marx sur le plan de l'organisation, lors de la révolution démocratique allemande, est capital. Il écrit à propos de la Ligue des Communistes allemands : « ... L'ancienne et solide organisation de la Ligue s'est considérablement relâchée. Beaucoup de membres, directement engagés dans le mouvement révolutionnaire, se sont imaginés que le temps des sociétés secrètes était passé et que l'action publique pouvait suffire seule. Un certain nombre de cercles et de communes ont laissé leurs relations avec le Conseil Central se relâcher et s'assoupir peu à peu. Tandis que le parti démocratique, le parti de la petite-bourgeoisie s'organisait de plus en plus en Allemagne, le parti ouvrier perdait son seul lien solide ; c'est tout au plus s'il conservait, dans *quelques localités son organisation en vue de buts locaux* ; et c'est pour cela que, dans le mouvement général, il est tombé complètement sous la domination et la direction des démocrates petit-bourgeois. »³⁷. Marx saisit ici le lien entre la centralisation, à l'échelle d'une classe, de l'organisation politique, et l'indépendance politique de cette classe elle-même. Se borner à des organisations locales équivaut à laisser aux forces politiques bourgeoises et petites bourgeoises, qui disposent aisément d'organes de presse, de moyens de liaison, l'initiative et la direction de la lutte politique. On voit l'enjeu politique du combat de Lénine pour édifier un parti politique centralisé de la classe ouvrière : prendre la direction de la révolution démocratique russe et non la laisser à la bourgeoisie libérale, comme le firent les menchéviks qui préconisaient une organisation politique très lâche et exaltaient surtout les luttes d'usine.

36) Marx et Engels, *Textes sur l'organisation*, éd. Spartacus, p. 40.

37) Idem, p. 35.

On peut juger des « oublis innocents » des idéologues des *Temps Modernes* et des *Cahiers prolétariens* lorsqu'ils invoquent le nom de Marx pour l'opposer à la création d'un parti de la classe ouvrière. On saisit maintenant le sens politique de leur tapage anti-léniniste : les ouvriers n'ont pas besoin de faire de politique, ils doivent se borner à lutter contre le despotisme d'usine. La politique n'est pas leur affaire. Ils ne doivent pas avoir une organisation révolutionnaire centralisée. Les centres « naturels » ne sont-ils pas des organes de presse du radicalisme petit-bourgeois ?

Un parti qui soit l'intellectuel collectif de la classe ouvrière ? Les intellectuels démocrates sont là à cet usage ! Un parti qui contrôle les intellectuels qui rallient ses rangs ? Abominable organisation !

En un mot, les ouvriers ne doivent pas s'organiser comme une classe révolutionnaire, indépendante, avec ses aspirations propres ; ils doivent n'être qu'une force matérielle sous la direction du radicalisme petit-bourgeois, ne revendiquer que dans les limites fixées par ces derniers.

V

DE LA STRATEGIE.

DES MONTS TSINGKANG A LA BUTTE MONTMARTRE.

La guerre civile est la continuation de la lutte des classes par d'autres moyens. Ce qui détermine le caractère de cette guerre, comme de toutes les guerres, ce sont les classes en lutte et les conditions économiques, sociales, géographiques, qui constituent la base du théâtre d'opérations. C'est à partir de l'analyse de la réalité de ces facteurs que s'élabore toute stratégie militaire.

Les auteurs des *Cahiers prolétariens* partent, eux, de la « certitude »³⁸ qui existe dans leurs têtes et s'interrogent : « d'où peut venir » leur idée fixe selon laquelle la lutte armée en France prendra la forme d'une guerre civile prolongée et dispersée »³⁹. Les *Cahiers prolétariens* ne s'intéressent ni à la *force* de la classe dominante, ni à la *force* des exploités ; ils se bornent à rechercher « ce qui pousse le peuple à prendre les armes »⁴⁰, sans considérer la politique ni les formes de domination de la bourgeoisie⁴¹.

Qui dit lutte, dit affrontement de deux forces. Pour déterminer le caractère et la conduite de la révolution chinoise, Mao Tsétoung commence par l'*analyse des classes* en Chine, pour déterminer le caractère et la conduite de la guerre du peuple chinois, il commence par l'analyse du rapport de forces⁴².

Une stratégie, en appréciant le rapport des forces, vise à fixer la conduite générale de la lutte à *adopter pour vaincre l'ennemi*. Les *Cahiers prolétariens* ne cherchent pas les conditions d'une *victoire du peuple* contre la bourgeoisie, mais uniquement les conditions du « déclenchement de la lutte armée »⁴³ ; après le déclenchement, advienne que pourra...

Enfin, la guerre civile, n'est qu'une *forme*, la forme la plus élevée, de la lutte des classes. Autrement dit, la lutte armée n'apparaît pas comme un phénomène isolé : elle est préparée par toute la lutte des classes. Les *Cahiers prolétariens* posent la question : « comment les gens en viendront à se battre », indépendamment du développement réel de la lutte des classes et des contradictions du capitalisme.

La guerre civile est le produit d'une *situation révolutionnaire*, crise économique et politique aiguë de la classe dominante, essor fulgurant du mouvement de masse. Les *Cahiers prolétariens* font

38) p. 37.

39) p. 39.

40) p. 37.

41) p. 38.

42) Voir *De la guerre prolongée, O. choisies*, t. II.

43) p. 38.

abstraction des conditions économiques et politiques qui font éclore la guerre civile et s'embourbent dans le terrain marécageux, et pour le moins douteux, de la psychologie.

A la question du déclenchement de la lutte armée, ils répondent : « les gens sont ainsi faits qu'ils se battent plus volontiers... pour défendre quelque chose qu'ils ont acquis, qu'ils ont construit »⁴⁴.

La guerre civile a pour origine la mentalité de petit propriétaire ! Ceux qui n'ont rien à perdre n'ont donc aucune raison de se battre !

Une trouvaille qui fera date.

Guerre prolongée ou lutte politique prolongée ?

Toute stratégie révolutionnaire qui vise le pouvoir politique, souligne Mao Tsétoung, se divise en deux grandes phases : la période d'accumulation des forces ou périodes de préparation ; la période de prise du pouvoir.

Vu la faiblesse de départ des forces révolutionnaires au regard de la puissance de la classe dominante, la période de préparation est nécessairement *longue*.

L'accumulation des forces se réalise à travers les luttes qui, dans cette phase, ont un double aspect : d'une part, elles affaiblissent l'ennemi, d'autre part, elles sont le facteur principal de la prise de conscience des masses populaires — prise de conscience de leur ennemi, de leurs intérêts fondamentaux, de la puissance de leur force organisée.

Les formes de lutte sont extrêmement diverses et variables selon les conditions du pays, du lieu, du moment.

La seule vérité universelle est que pour prendre le pouvoir, c'est-à-dire pour renverser un ennemi dont le recours suprême est l'armée, on doit inévitablement recourir à la lutte armée.

Dans la période d'accumulation des forces, où le pouvoir de la classe dominante n'est pas directement menacé, les formes de lutte des masses populaires dépendent d'abord des formes de domination de la classe au pouvoir.

En Chine, où régnait la dictature militaire de Tchang Kaï-Chek ou celle de l'envahisseur fasciste japonais, la lutte *quotidienne* prenait inévitablement la forme de lutte armée.

Mao Tsétoung, dans *Problèmes de la guerre et de la stratégie*, qu'une particularité de la révolution chinoise est que dès la période d'accumulation des forces, la forme principale de lutte est la lutte armée. En même temps, il souligne la différence avec les pays capitalistes qui ne connaissent pas la dictature fasciste, où la lutte économique et politique est la forme *principale* de préparation des masses populaires à la prise du pouvoir.

Les *Cahiers prolétariens* opposent abstraitement (P.P. Rey aussi) guerre prolongée et théorie du Grand Soir. Mais ils n'ont compris ni l'une ni l'autre : la théorie du Grand Soir renvoie toute violence à un mystérieux jour J, refuse l'utilisation des formes appropriées de violence selon les étapes, en un mot, repousse toute violence politique lors de la période de préparation et véhicule surtout l'illusion d'un effondrement — sans douleur — de la domination capitaliste.

Les *Cahiers prolétariens* réduisent la violence à la guerre. Ils brouillent ainsi les tâches actuelles, se paient de mots, refusent de voir que, lors de l'accumulation des forces, la forme principale de lutte, dans les pays impérialistes [non fascistes], est la lutte politique. Ici, réapparaît d'une nouvelle manière leur apolitisme; leur confusion des différentes phases du combat révolutionnaire.

Au lieu de l'accumulation des forces, on prêche l'accumulation des pouvoirs, en prétendant s'inspirer de la révolution chinoise⁴⁵. Or, le pouvoir rouge en Chine, c'est-à-dire le peuple en armes,

44) p. 39.

45) p. 40.

a pu coexister sur une longue période avec le pouvoir blanc, pour les raisons particulières suivantes : plusieurs impérialismes se disputaient le partage de la Chine, la classe dominante était relativement faible⁴⁶, divisée par des guerres intestines, l'économie chinoise n'était pas unifiée, les conditions géographiques s'y prêtaient (vaste territoire, régions montagneuses). Depuis la victoire de la révolution chinoise, il y a eu, dans des petits pays, existence prolongée d'un pouvoir populaire face à un pouvoir blanc : c'étaient ou ce sont des pays dominés par l'impérialisme; à économie essentiellement rurale, où la force principale de la révolution était la paysannerie dirigée par un parti prolétarien, et sa cible, l'indépendance (Vietnam, Laos, Cambodge...).

Qu'ont retenu les *Cahiers prolétariens* des leçons universelles de la révolution chinoise, du développement du marxisme dans le domaine de la stratégie et de la lutte armée, réalisée par Mao Tsétoung ? Rien. A la place il y a une *image d'Épinal* : « le pouvoir populaire ne se construit pas là où est le pouvoir de l'ennemi, à sa place, mais ailleurs, et en marge de lui, et que cette marge doive croître jusqu'à étouffer le prétendu « centre », voilà ce qui, de la théorie de « l'encerclement des villes par les campagnes » demeure profondément vrai en France »⁴⁷

Dernier jeu de société : chercher le canton de France où le pouvoir de la bourgeoisie n'existe pas afin de construire « en marge », le pouvoir populaire.

Au lieu de réfléchir sérieusement au problème de la révolution en France, les *Cahiers prolétariens* ont trouvé un procédé commode : la parodie de la révolution chinoise.

Il ne peut exister en France de régions libérées qui coexistent longtemps avec le pouvoir d'État bourgeois : qu'à cela ne tienne ! Les stratèges des *Cahiers* ont trouvé une solution originale : il peut exister « des régions libérées » « en quelque sorte »⁴⁸.

Le pouvoir populaire — sans peuple en armes — sera donc un pouvoir *en quelque sorte*.

On avait déjà connu d'ailleurs, la guerre de partisans *en quelque sorte* contre les nouveaux occupants *en quelque sorte*, début d'une nouvelle Résistance *en quelque sorte*.

Les *Cahiers prolétariens* ont produit une nouvelle théorie de la révolution *en quelque sorte*. C'est ce qui s'appelle penser *pour ainsi dire* ou vivre dans des représentations imaginaires qui compensent une réalité non conforme à ses désirs.

On préfère singer les *particularités* de la stratégie de la révolution chinoise plutôt que d'utiliser la théorie générale et la méthode qui en sont dégagés explicitement par Mao Tsétoung⁴⁹. On donne ainsi à ses élucubrations un parfum d'exotisme, on offre à bon marché du rêve et de l'évasion. «Maoïsme» de cafétéria universitaire.

La guerre dispersée

La Cause du Peuple a décrété que la « lutte armée devra être... disséminée sur tout le territoire français, échappant donc à l'attraction obligatoire des centres politico-militaires traditionnels « le Paris des révolutions » (p. 41).

Il ne reste plus qu'à appliquer ce décret : répartir également les travailleurs sur tout le territoire français, veiller à ce qu'il y en ait une proportion égale à chaque kilomètre carré. S'il n'obéit pas à ces injonctions, le prolétariat se verra interdire le droit de se battre. Surtout, le prolétariat parisien doit

46) En janvier 1930, Mao Tsétoung, conscient des singularités de la situation politique de son pays, écrivait : « seule la Chine connaît ce phénomène étrange : une guerre intestine prolongée au sein des classes dominantes, un pouvoir unique n'a jamais pu exister en Chine » (p. 130). Et aussi : « bien que les forces subjectives de la révolution soient actuellement faibles, en Chine, l'essor révolutionnaire commencera sûrement plus tôt en Chine qu'en Europe occidentale parce que les forces de la contre-révolution en Chine sont aussi relativement faibles », p. 132. *Une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine*, t. I, Œuvres choisies.

47) p. 39.

48) Idem.

49) Voir le texte fondamental : *Problème de la guerre et de la stratégie*, t. II, Œuvres choisies.

échapper à l'attraction de Paris : il ira s'installer dans les régions dépeuplées. Ceux qui resteront n'auront pas le droit de combattre, leur devise sera : en toutes circonstances, plutôt mourir au nom de la « démocratie » que s'insurger contre le Capital et accomplir une « révolution autoritaire ». « Pas de dictature de Paris sur la France » a décidé *La Cause du Peuple*. Il faut donc proclamer l'interdiction de toute insurrection à Paris, afin de préserver « le caractère démocratique » de la *rêve-olution* en France.

Ces rêves puérils de répartition égalitaire de la lutte armée dans tout le pays seront autant ignorés par les révolutions futures que par les révolutions passées.

Les *Cahiers prolétariens* en appellent pour fonder ces divagations à « l'invraisemblable folie du drapeau rouge flottant sur les Monts Tsing kang »⁵⁰. On ne saurait mieux défigurer et ridiculiser la stratégie révolutionnaire de Mao Tsétoung.

Mao Tsétoung ne part pas de l'idée d'Égalité, mais du rapport des forces, des exigences de la lutte. S'il abandonne, en 1928, la stratégie d'insurrection dans les villes, et se retire « loin des centres industriels et politiques de la Chine »⁵¹, ce n'est pas parce que l'insurrection dans les villes n'est pas « démocratique », ni parce que l'air à la campagne est plus sain. Le fondement de la stratégie de l'encerclement des villes par la campagne est celui-ci : en Chine, la paysannerie constituait la force révolutionnaire principale ; c'est pourquoi la lutte armée a été transférée là où le camp de la révolution était le plus puissant et l'ennemi le plus faible, c'est-à-dire dans les campagnes.

Dans les pays capitalistes occidentaux, le prolétariat est non seulement la classe dirigeante, mais la force principale de la révolution.

Les auteurs des *Cahiers prolétariens* peuvent imaginer le prolétariat, concentré dans les villes, se disperser dans les campagnes. La réalité de la guerre de classes dans les pays impérialistes, est *principalement* urbaine — ce qui ne veut pas dire que la campagne ne joue pas un rôle important. Mais l'espace réduit et la concentration des forces antagonistes qui s'affrontent, expliquent que dans la guerre civile des pays capitalistes, la décision a toujours été relativement rapide, et la forme de la lutte armée, principalement l'insurrection (qui ne revêt pas la forme d'un acte unique, mais d'une série d'explosions).

La « violence défensive »

Si on est matérialiste, peut-on donner à l'avance une réponse toute faite à la question : « d'où naîtra la lutte armée ? ». Non. La lutte de classes prend des formes extrêmement diverses ; elle se transforme de mille et une manières en lutte armée. Mao Tsétoung rappelle, à qui veut l'entendre, que « les marxistes ne sont pas des prophètes ».

Mais rien n'arrête les alchimistes des *Cahiers prolétariens* ; ils ont trouvé la formule magique : « ce qui convainc de la nécessité de se battre, c'est de changer sa vie... c'est de conquérir un pouvoir et de le voir combattre par les armes. (...) D'où naîtra la lutte armée ? De la défense des pouvoirs populaires. Voilà à notre avis la question principale et la thèse fondamentale de toute théorie militaire en France »⁵².

Les arguments psychologiques étayaient faiblement l'invention. Il fallut donc conformer la réalité historique à la formule magique.

Falsification numéro un : « la révolution chinoise s'est faite ainsi : création de zones libérées, c'est-à-dire un pouvoir rouge et défense de ce pouvoir contre les campagnes successives d'anéantissement ». Or, d'une part, la lutte armée en Chine précédait l'existence du pouvoir rouge, d'autre part, elle a été l'instrument de la création des zones libérées avant d'être le moyen de leur défense.

50) *Cahiers Prolétariens*, p. 39.

51) Idem.

52) Idem.

Falsification numéro deux : « la révolution russe d'octobre 1917 s'est faite pour « défendre les soviets »⁵³. L'insurrection d'octobre fut une initiative historique sans précédent du prolétariat, préparée et dirigée par le Parti bolchevik, ce n'est pas l'existence des Soviets qui en était l'enjeu immédiat. En octobre 17, le peuple russe, et à sa tête le prolétariat, s'est soulevé pour obtenir ce qu'il n'avait pas : la paix, la terre, le pain. A cette fin, il lui fallait, renverser la bourgeoisie, détruire l'État tsariste, donner *tout* le pouvoir aux soviets.

La Révolution d'Octobre n'avait absolument aucun caractère défensif : ni dans ses objectifs, ni dans ses formes de lutte.

Les *Cahiers prolétariens* ne se sont pas aventurés à trafiquer l'histoire du peuple français. Ils ont éludé la question : les Francs-tireurs, les Partisans, qui se levèrent dans la nuit du nazisme et prirent les armes, avaient-ils changé leur vie auparavant, avaient-ils un quelconque « pouvoir populaire » à défendre ou seulement l'indépendance et la liberté à conquérir ? Leur attitude obéissait-elle aux canons de la psychologie du combattant, établie par les experts militaires des *Cahiers prolétariens* ?

La violence populaire est fondamentalement défensive d'un point de vue *politique*, dans le sens où elle est toujours résistance et riposte *légitime* des masses à l'oppression et l'exploitation exercées par la classe dominante. Dire plus, c'est verser à la fois dans l'utopie et l'opportunisme. En effet, décréter d'une manière générale, que, d'un point de vue *militaire*, les masses populaires attendront d'être attaquées avant d'utiliser la violence, revient à laisser totalement à l'ennemi de classe l'initiative du combat. C'est théoriser une tendance spontanée des masses qui se soulèvent, à se replier sur leurs conquêtes, à se borner à défendre les institutions politiques qu'elles ont créées, à sous-estimer la capacité de l'ennemi, momentanément affaibli, à ne pas aller jusqu'au bout de la destruction des forces adverses. *Il eût fallu marcher aussitôt sur Versailles*, dira Marx à propos de la Commune qui garda une attitude purement défensive. Spontanément, ou plutôt sous l'influence des réformistes, les Soviets en Russie avant octobre 17, les Conseils Ouvriers en Allemagne, laissèrent en place les institutions de l'État bureaucratique et policier ; en Chine, Mao Tsétoung s'élèvera contre le localisme, les tendances au refus d'étendre les zones libérées.

Bref, les *Cahiers prolétariens* ont théorisé la science de la défaite du mouvement révolutionnaire.

« Dans la science militaire, la défense et l'attaque sont *en fin de compte* la même chose », écrivent les *Cahiers prolétariens*⁵⁴. Afin de fonder leur « stratégie » défensive, les auteurs ont effacé la différence entre la défense et l'attaque; entre la conservation de ses forces et la destruction de celles de l'ennemi.

La théorie des *Cahiers prolétariens* n'est pas une nouveauté, on peut en chercher l'inspiration première dans le magasin aux vieux assortiments réformistes créés par la II^e Internationale. En 1926, Otto Bauer fit adopter, au Congrès de Linz de la social-démocratie autrichienne, la stratégie de « la violence défensive » : les socialistes devaient attendre avant d'utiliser la violence que la bourgeoisie elle-même abandonne la première la légalité et recoure à la violence ouverte. C'était lui laisser toute latitude de manœuvrer à sa guise. En Autriche, au bout de l'attente, il y eut le fascisme.

Aujourd'hui, le PCF ne préconise-t-il pas de s'emparer électoralement du pouvoir d'État bourgeois et d'employer éventuellement ensuite la violence, pour défendre ce pouvoir contre la réaction ?

Le mythe petit-bourgeois de la « guerre de partisans »

S'il est un mythe puissant aujourd'hui, parmi l'extrême-gauche, c'est bien celui de la guérilla, de la guerre de partisans. Sur cette forme de lutte, l'intellectuel projette toutes ses aspirations

53) p. 39.

54) p. 38.

immédiates : groupe de faible nombre, autonomie, liberté d'initiative, action décentralisée, etc...

La Cause du Peuple en avait fait la panacée de la révolution en France, la forme unique de la lutte des classes et de la guerre civile. La « résistance populaire » est passée, les idées restent : aujourd'hui, les *Cahiers prolétariens* préconisent la « guérilla prolongée » d'autodéfense des pouvoirs populaires⁵⁵.

Comme hier, on cherche à donner à cette panacée l'auréole et le prestige de la théorie de la guerre populaire en Chine. Or, il s'agit moins de l'application dogmatique des thèses de la « guerre prolongée » de Mao Tsétoung que d'une conception anarchiste de la guerre révolutionnaire. Le fond de cette conception, c'est la négation de toute direction centralisée de la lutte, de toute centralisation des forces.

« Il n'existera pas comme du côté de l'ennemi de commandement centralisé tout puissant. Cette apparente faiblesse va être notre force... en fin de compte, à ceux que fascine irrésistiblement l'organisation de la puissance ennemie, il faut poser la question : les Vietnamiens, pour se défendre contre les Américains, devaient-ils construire des porte-avions ? »⁵⁶.

Voilà un exemple édifiant de la manière dont les *Cahiers prolétariens* jonglent avec l'expérience révolutionnaire : au lieu de cette pitrerie, ils auraient mieux fait de se demander si le peuple vietnamien a pu vaincre sans Parti communiste et sans un état-major militaire centralisé...

Les idéologues de la « guérilla prolongée » falsifient la théorie de la guerre populaire en deux points significatifs :

- Tout en laissant le maximum d'initiative à l'échelle locale, la guerre de partisans ne peut elle-même se développer sans une direction stratégique et politique.
- Ils masquent surtout la fonction réelle de la guerre de partisans. De Clausewitz à Mao Tsétoung, nul stratège sérieux n'ignore que la guérilla par elle-même ne peut détruire une armée régulière ; seule une concentration des forces en une armée régulière populaire (donc une forte centralisation de la direction des opérations) peut détruire les forces militaires concentrées de l'ennemi de classe. La guerre de partisans a pour fonction essentielle d'user l'ennemi et de recruter et tremper les combattants qui formeront l'armée régulière du peuple.

Les fantaisies sur « la guérilla prolongée » des *Cahiers prolétariens* ne correspondent donc à rien de la stratégie de la guerre populaire : elles ne renvoient qu'aux thèses anarchistes de Bakounine.

Les auteurs des *Cahiers prolétariens* pontifient : leur théorie est fidèle à « l'âme vivante » du marxisme, même si elle n'est pas fidèle... à nombre de ses avatars historiques »⁵⁷.

Si l'on suit ces stratèges, Marx lui-même appartient aux « avatars historiques du marxisme ». N'a-t-il pas insisté, le premier, sur « l'art de l'insurrection », sur la centralisation de sa direction ?

En 1850, s'attendant à une nouvelle insurrection en Allemagne, Marx écrivait aux communistes allemands : « Les ouvriers doivent... s'organiser en garde prolétarienne indépendante, avec des chefs et un état-major général... C'est ce qu'ils doivent avoir en vue pendant et après l'insurrection prochaine »⁵⁸.

Les auteurs des *Cahiers prolétariens* ne sont pas ignorants de l'attitude réelle de Marx ; comme le PCF, ce sont des faussaires : ils utilisent le nom de Marx pour mieux l'avilir et passer en fraude leur propre marchandise.

Bakounine avait expliqué en 1870 ⁵⁹ que la guerre révolutionnaire (à l'époque, celle du peuple français contre les troupes de Bismarck), consistait à abolir toute direction centralisée et à laisser

55) p. 40.

56) p. 45.

57) p. 40.

58) Procès de Cologne. *Adresse de Marx aux communistes*, éd. Costes, Paris, 1939, p. 243.

59) Brochure intitulée : « *Lettres à un Français sur la crise actuelle* ».

chaque ville, chaque village, chaque communauté, conduire la guerre selon son gré. En 1873, Engels, tira le bilan de l'échec de l'insurrection espagnole, qui s'était déroulée la même année, et où les Bakouninistes avaient appliqué leur théorie. Il montra que ces derniers avaient érigé en principe « ce qui avait été un mal inévitable à l'époque de la guerre des paysans et des insurrections de mai 1849 en Allemagne, à savoir le *fractionnement et la dispersion des forces révolutionnaires*, ce qui a permis aux mêmes troupes gouvernementales d'écraser une insurrection après l'autre »⁶⁰.

Plus tard, en 1937, les anarchistes espagnols désapprouveront la constitution d'une armée républicaine régulière destinée à combattre les troupes fascistes de Franco. La Commune de Paris, l'insurrection allemande de 1919, ont aussi échoué, en partie à cause de l'absence de direction centralisée et du fractionnement des forces.

Mais que pèse l'expérience acquise au prix du sang à côté de l'idée fixe de l'anarchisme ? Elle n'a aucun poids pour les *Cahiers prolétariens*.

La mise à mort de l'insurrection

Après avoir pris l'édifice théorique construit sur leur idée fixe pour la réalité historique, les *Cahiers prolétariens* ont réduit la pratique révolutionnaire des masses à une théorie qui flotte dans le ciel de la raison pure : « la théorie de l'insurrection » ; et ils ont décidé de la combattre.

Proudhon avait condamné les grèves ouvrières, les *Cahiers prolétariens* condamnent l'insurrection : fidèle continuité.

Voyez-vous, la théorie de l'insurrection présente des « incertitudes », des « contraintes », n'échappe pas au « hasard ». « Le choix du moment » est tellement enveloppé de mystère que « les plus grands stratèges s'y cassent la gueule »⁶¹. En un mot, il faut mettre fin à toute insurrection.

D'ailleurs, les stratèges de *Cahiers prolétariens* ont démontré par la logique pure que « l'histoire des insurrections est l'histoire des échecs successifs »⁶². En effet, qu'est-ce que, en France, juillet 1830, février 1848, l'insurrection nationale en 1944, couronnée par l'insurrection de Paris au mois d'août, l'insurrection d'Octobre en Russie, l'insurrection d'août 45 en Indochine qui instaura l'indépendance du Viet Nam...

Ces insurrections sont considérées comme des échecs aux yeux de la réaction, du fascisme, de la bourgeoisie, de l'impérialisme... et des *Cahiers prolétariens*.

Ces derniers ont inventé la formule « de la figure militaire de la révolution démocratique ». Par contre, « l'insurrection dirigée contre le pouvoir central est la figure militaire de la révolution autoritaire, de la révolution des minorités »⁶³.

Ainsi, les stratèges des *Cahiers prolétariens* ont décidé de *cracher*, comme les idéologues de la bourgeoisie, sur toute l'histoire du prolétariat révolutionnaire français — car *l'histoire du prolétariat révolutionnaire en France est l'histoire des insurrections contre le pouvoir central*. En France, comme dans tous les pays, l'insurrection est une forme spontanée de la lutte armée de la classe ouvrière : les *Cahiers prolétariens* la traitent avec le mépris et la haine de la petite bourgeoisie effrayée par la puissance du prolétariat ; « révolution autoritaire », « révolutions de minorités », telles sont les insultes préférées à l'égard des insurrections ouvrières qui ont tracé, au prix du sang, le chemin de l'émancipation du prolétariat et de l'humanité.

Auparavant, *La Cause du Peuple* identifiait ses coups de main à l'action du peuple, (justice populaire, résistance populaire) ; maintenant, elle réduit les actions des masses à des « coups de mains ».⁶⁴

60) Engels. « *Les bakouninistes au travail* », 1873.

61) p. 41.

62) p. 41.

63) p. 41.

64) p. 41.

Il est intéressant de comparer son attitude à celle de « l'autoritaire » Lénine. Celui-ci écrit : « le marxisme diffère de toutes les formes primitives du socialisme en ce qu'il n'enchaîne pas le mouvement à quelque forme de combat unique et déterminée. Il admet les méthodes de lutte les plus variées, mais il ne les « invente » pas, il se borne à généraliser, organiser, rendre conscientes les méthodes de lutte des classes révolutionnaires, qui surgissent spontanément dans le cours même du mouvement. (...) Le marxisme, sous ce rapport, *s'instruit* si l'on peut dire à l'école pratique des masses; Il est loin de prétendre *faire la leçon* aux masses en leur proposant des formes de lutte inventées par des « fabricants de systèmes » dans leur cabinet de travail »⁶⁵.

Ainsi nos anti-autoritaires se trouvent tout à coup beaucoup plus autoritaires que Lénine !

Cet homme exceptionnel, qui restera pour toujours dans la mémoire de l'humanité émancipée, dont les conceptions sont aujourd'hui le bien commun de tous les révolutionnaires prolétariens, alliait la nécessité d'édifier un parti prolétarien, qui prépare, organise, dirige la lutte révolutionnaire, au plus profond respect pour les capacités créatrices des masses. Il ne prétendait pas inventer des formes de lutte révolutionnaires, il se mettait de ce point de vue, à l'école des masses. Parce qu'il a permis la première brèche, dans le système capitaliste, parce que ses conceptions sont au plus haut point dangereuses pour la société bourgeoise, il est vomé par le chœur des idéologues de la bourgeoisie internationale. *Les Temps modernes*, ouvertement, les *Cahiers prolétariens*, de manière sournoise se sont joints à ce chœur en porte-paroles du radicalisme petit-bourgeois.

C'est au pied du mur qu'on voit le maçon. Les stratèges des *Cahiers prolétariens* font assaut de démagogie sur « l'intelligence militaire des masses » qui ne se laisse pas « réduire dans celle d'un quelconque comité central »⁶⁶. Cela couvre le plus profond mépris des formes spontanées de lutte armée, de l'expérience révolutionnaire du prolétariat et la volonté d'imposer à la classe ouvrière ses inventions de petit bourgeois, fabricant de systèmes.

Capitalisme, classe ouvrière, lutte de classe, État, rapport entre la révolution politique et la révolution sociale, les *Cahiers prolétariens* ont réalisé la *liquidation* de tous les concepts élémentaires du marxisme. Les noms de Marx, Lénine, Mao Tsé-toung ne sont plus qu'un attirail publicitaire destiné à duper les militants qui ne sont pas prêts à troquer le marxisme contre l'anarchisme.

Les *Cahiers prolétariens* ont liquidé, en fait, la conception prolétarienne du monde, foulé aux pieds le rôle du prolétariat dans l'histoire, de son rôle aujourd'hui, au cours de la révolution et après la révolution. C'est un même fil qui relie la reconnaissance du rôle dirigeant du prolétariat, celle de la dictature du prolétariat et celle de la création d'un parti politique de la classe ouvrière.

C'est un même fil qui relie la conception des démocrates et des anarchistes, des *Temps modernes* et des *Cahiers prolétariens* : négation du rôle dirigeant du prolétariat dans la révolution, négation de la nécessité que le prolétariat s'organise en une force *politique* révolutionnaire indépendante de la petite bourgeoisie.

Les *Cahiers prolétariens* ont érigé l'apolitisme en Système. C'est donner libre cours à la récupération réformiste des luttes, aussi radicales soient-elles. « Les bakouninistes avaient prêché depuis des années que toute action révolutionnaire s'exerçant de haut en bas est nuisible, que tout doit être organisé et exécuté de bas en haut », disait Engels⁶⁷. L'orientation anarchiste des *Cahiers prolétariens* : dans le domaine de l'organisation et de l'action, agir uniquement « par en bas »⁶⁸, revient à se mettre à la remorque des forces politiques qui agissent aussi « en haut », en particulier du « courant autogestionnaire » — dont les « anti- autoritaires » partagent et propagent les conceptions.

65) *La guerre de partisans*, 1906.

66) p. 38.

67) « *Les bakouninistes au travail* ».

68) *Cahiers prolétariens*, p. 40, voir aussi p. 22.